



DIRECTION DE LA GESTION PARLEMENTAIRE ET SOCIALE – DIVISION DE LA GESTION FINANCIÈRE PARLEMENTAIRE

**DISPOSITIF DE PRÉVENTION ET DE LUTTE CONTRE
LE HARCÈLEMENT ET LES RISQUES PSYCHOSOCIAUX
DANS LES RELATIONS DE TRAVAIL**

ACCORD-CADRE N° 24M032-02H

LOT 2

**FORMATION AU MANAGEMENT DES DÉPUTÉS ET
COACHING INDIVIDUEL**

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

(CCTP)

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la mise en œuvre, par le titulaire, de prestations de formations collectives adaptées en matière de management, à destination des députés, ainsi que de sessions de coaching individuel. Le marché prévoit également, à titre optionnel et facultatif, la mise à disposition ou l'acquisition de modules de formation en e-learning.

Les 577 députés sont les employeurs directs de leurs collaborateurs, avec lesquels ils concluent des contrats de travail relevant du droit privé. Chaque député dirige une équipe composée de trois à cinq salariés, employés à temps plein ou à temps partiel, répartis entre le Palais Bourbon à Paris et les circonscriptions.

La gestion des relations professionnelles, qu'elle concerne le droit du travail ou la gestion des ressources humaines, constitue une composante importante de l'exercice du mandat parlementaire. Cette dimension, bien que cruciale, demeure parfois sous-estimée ou méconnue, en particulier pour les députés primo-élus. Une sensibilisation accrue à ces enjeux permettrait d'améliorer la qualité des relations professionnelles, tout en réduisant – dans les cas les plus extrêmes – les risques contentieux devant les juridictions prud'homales ou les atteintes à la réputation des députés en tant qu'employeurs.

ARTICLE 2 – PÉRIMÈTRE DES PRESTATIONS

Les formations en management proposées aux députés devront porter sur leurs responsabilités et obligations en tant qu'employeurs, ainsi que sur les modalités de gestion et d'accompagnement de leur équipe, y compris les mesures à adopter en cas de situations de blocage ou de conflit.

Le titulaire devra proposer des formations qui couvrent des thématiques dépassant les problématiques liées au harcèlement sexuel et moral et aux agissements sexistes dans les relations professionnelles.

Le volet juridique sera assuré par des experts qualifiés en droit, qui devront présenter les règles du droit du travail de manière précise et pragmatique. L'objectif est de permettre aux députés :

- d'acquérir des connaissances juridiques suffisantes pour anticiper les risques contentieux au sein de leur équipe ;
- d'adopter des comportements et des pratiques conformes à la réglementation en vigueur ;
- de sécuriser leurs pratiques managériales dans leur quotidien professionnel.

Les concepts juridiques exposés devront être accessibles à un public non spécialisé en droit.

Le volet relatif à la gestion des ressources humaines, assuré par des spécialistes, laissera une large part à l'appréhension de situations concrètes pouvant survenir dans le cadre des relations de travail des députés-employeurs. Cela inclut les aspects liés à la gestion quotidienne de l'équipe, ainsi que les événements spécifiques tels que les nouveaux recrutements ou les fins de contrat.

Les dimensions juridiques et relatives à la gestion des ressources humaines pourront être combinées dans une approche transversale et intégrées au sein de chaque prestation, afin d'en maximiser la pertinence et l'efficacité.

ARTICLE 3 – MISSIONS DU TITULAIRE

Les prestations minimales attendues sont décrites ci-après.

L'Assemblée nationale souhaite développer l'offre de formation à l'attention des nouveaux députés et des députés réélus. Cette offre serait distincte des initiatives déjà prises en matière de prévention du harcèlement et ne serait dès lors pas exclusivement centrée sur ce sujet, mais sur la thématique plus générale du management.

Une liste non exhaustive des thématiques attendues est dressée ci-après :

- management d'équipe : les fondamentaux ;
- management d'équipe : perfectionnement ;
- management transversal ;
- communication – gestion des conflits ;
- innovation, agilité et management à distance ;
- diversité et inclusion ;
- la responsabilité et les obligations de l'employeur.

Il sera important que la formation proposée prenne en compte la spécificité du député-employeur qui, exerçant un mandat parlementaire, recrute des collaborateurs pour l'assister dans l'exercice de ce mandat, collaborateurs susceptibles de travailler pour certains au Palais Bourbon, pour d'autres en circonscription, et d'assurer une diversité de missions variables suivant les équipes.

3.1. Prestations proposées

Trois types de prestations seront proposés aux députés :

1. des sessions de formation collective sur mesure, animées par un ou des consultants ;
2. des sessions de coaching individuel pour un soutien individuel afin d'appréhender concrètement une situation spécifique (par exemple une situation litigieuse, mais pas exclusivement) au sein d'une équipe parlementaire ;
3. des modules en e-learning permettant aux députés d'approfondir à leur rythme certaines thématiques (enjeux juridiques, développement des qualités de manager, prévention des risques psycho-sociaux...), faisant l'objet d'une prestation supplémentaire éventuelle (PSE) facultative.

3.2. Modalités d'enseignement

3.2.1. Les sessions de formation collective

Chaque session de formation collective devra être proposée à un maximum de quinze (15) participants et se dérouler selon les deux modalités suivantes cumulatives :

- **une séance collective en présentiel**, organisée dans les locaux de l'Assemblée nationale ;
- **et une séance collective à distance**, sous forme de webinaire.

L'organisation de séances en « semi-présentiel », permettant aux participants de suivre une même formation soit sur place, soit à distance, pourra être envisagée selon les besoins.

Pour la mise en œuvre des séances collectives à distance, il appartient au titulaire de mettre en place les moyens techniques et organisationnels nécessaires afin d'en garantir le bon déroulement.

3.2.2. Les sessions de coaching individuel

Les sessions de coaching individuel pourront être proposées selon l'une des deux modalités suivantes :

- **en présentiel** : dans les locaux de l'Assemblée nationale, dans les locaux du titulaire ou au sein de la permanence parlementaire en circonscription ;
- **à distance** : par le biais d'un système de visioconférence sécurisé et adapté.

3.2.3. Les modules e-learning (prestation supplémentaire éventuelle et facultative)

Le module proposé doit être en lien avec la thématique de la formation dispensée en présentiel ou distanciel.

En cas de mise à disposition, ceux-ci seront accessibles aux députés via un portail dédié et sécurisé, pour une durée de quatre mois. Le prix du module comprend les frais afférents à l'utilisation du portail.

En cas d'acquisition d'un module de e-learning, celui-ci est remis à l'Assemblée nationale après vérification de la compatibilité de son format.

La durée des modules et le public concerné sont définis dans le BPU annexé à l'acte d'engagement du présent lot (Annexe 3).

3.3. Durée et modalités des sessions de formation

3.3.1. Les sessions de formation collective

Les formations collectives seront organisées chaque année sous la forme de trois sessions successives, réparties à intervalles réguliers de quatre mois. Chaque session comprendra deux séances distinctes :

- une séance en présentiel ;
- une séance en distanciel (webinaire).

La durée de chaque séance sera fixée à une heure trente (1 h 30).

Les thématiques abordées lors des sessions seront distinctes, conformément à la liste indicative mentionnée à l'article 3.

Les séances de formation en présentiel et en distanciel pourront être dispensées entre 8 h 30 et 20 heures, du lundi au vendredi, à l'exclusion des jours fériés, et devront tenir compte des contraintes horaires spécifiques aux députés.

3.3.2. Les sessions de coaching individuel

Les prestations de coaching individuel devront être assurées sous la forme de sessions d'une durée d'une heure trente (1 h 30), réalisées soit en présentiel, soit en distanciel, en fonction des modalités convenues avec le bénéficiaire.

Les sessions pourront être proposées entre 8 h 30 et 20 heures, du lundi au vendredi (à l'exclusion des jours fériés), en fonction des contraintes horaires propres aux députés.

ARTICLE 4 – PILOTAGE

Le pilotage des prestations s'effectuera au moyen de rapports réguliers et de réunions périodiques organisées entre le représentant du pouvoir adjudicateur, désigné comme étant la direction de la Gestion parlementaire et sociale, et le titulaire.

Ces échanges auront pour objet de suivre l'exécution des prestations, d'assurer le respect des obligations contractuelles, et de résoudre toute difficulté éventuelle.

4.1. Réunion de lancement

Dans un délai maximal de 7 jours calendaires suivant la notification du marché, une réunion de lancement sera organisée entre le titulaire et la direction de la Gestion parlementaire et sociale de l'Assemblée nationale.

Cette réunion aura pour objet de :

- définir le cadre général d'exécution des prestations ;
- fixer les modalités de sélection et de validation des thématiques mentionnées à l'article 3 ;
- désigner les interlocuteurs respectifs chargés du suivi et de l'exécution du marché ;
- établir les modalités concrètes relatives à l'exécution technique et financière des prestations.

Le coût de cette prestation est réputé compris dans le prix du forfait pilotage du marché et ne fera l'objet d'aucune facturation supplémentaire.

4.2. Bilans

4.2.1 Rapports relatifs aux sessions collectives

À l'issue de chaque session de formation collective, comprenant deux séances (l'une en présentiel et l'autre en distanciel), au plus tard dans les 30 jours suivant la seconde séance, le titulaire devra transmettre un bilan chiffré des prestations réalisées. Ce rapport inclura notamment :

- le nombre de participants inscrits ;
- le volume horaire de formation facturé et effectivement suivi ;
- toute autre donnée pertinente liée à la session.

4.2.2 Rapports annuels

Un rapport de synthèse annuel devra être remis à la direction de la Gestion parlementaire et sociale de l'Assemblée nationale au plus tard trois mois avant la date d'éventuelle reconduction du marché. Ce livrable ne comporte aucune donnée nominative, les données devant être anonymisées conformément aux dispositions de l'annexe RGPD.

Ce rapport ne pourra pas se limiter à une juxtaposition des bilans des sessions collectives, mais devra constituer **une agrégation complète et analytique des données collectées, de manière anonymisée, sur l'année écoulée.**

Plus généralement, le titulaire pourra, à sa discrétion, compléter les rapports annuels par des informations complémentaires qu'il jugera utiles.

Le coût de la réalisation de ces rapports est compris dans la ligne du BPU intitulée « Pilotage du marché ».

4.3. Modalités de transmission des rapports

Tous les rapports seront transmis de manière sécurisée à la direction de la Gestion parlementaire et sociale de l'Assemblée nationale. Cette transmission pourra notamment être effectuée via le téléchargement sur une plateforme digitale mise à disposition par le titulaire, garantissant un accès sécurisé et réservé exclusivement aux personnes habilitées.

ARTICLE 5 – DÉROGATION AU DROIT D'EXCLUSIVITÉ POUR LE COACHING INDIVIDUEL

Le prestataire est tenu d'exécuter les prestations prévues par le présent contrat. Pour les prestations de coaching individuel définies au poste 2.2 et 4.2 du BPU, réalisées en dehors de l'Île-de-France, lorsque les frais de déplacement, d'hébergement et de repas, établis sur devis conformément aux articles 4.1.2 et 11.3 du CCAP, entraînent un surcoût supérieur à 20 % du montant de la prestation commandée, le titulaire perd son droit d'exclusivité, et la prestation peut être confiée à un tiers, sans que le prestataire puisse prétendre à une quelconque indemnité.